

Lundi 10 mars 2010

Hôtel Raphaël

NEWSLET DU CLUB



CARREFOUR DAUPHINE
Club d'Affaires



Jean-Louis Bourlanges

L'optimisme au-delà de la déception



Quant on connaît un tout petit peu Jean-Louis Bourlanges, que l'on sait ses combats, ses enjeux, sa volonté, ses heurts et parfois ses malheurs, on est toujours surpris de sa lucidité qui n'empêche pas le sourire. Le rire même parfois. C'est dans ce contexte, amical et convivial que nous le recevions à Carrefour Dauphine dans un moment sensible de notre histoire. De son histoire. L'Europe au milieu du gué. Sa relation avec Bayrou au gué dépassé. Et notre Président vibronnant dans tout ça ?

L'Europe : une « affaire » politique – le « machin » disait de Gaulle - mais pas une puissance autonome dans un ensemble mondial.

Jean-Louis Bourlanges analyse l'histoire de l'Union européenne. C'était initialement un ensemble technocratique, dominé par une administration communautaire, et par des administrations nationales. C'était un ensemble géographique dont les frontières étaient déterminées, mais ce

n'était pas une communauté politique au sens plein du terme. C'était une affaire politique dans la mesure où elle réconciliait les peuples européens entre eux. Ce qui a déterminé la première phase de l'Union européenne, jusqu'à la fin de la Guerre froide, c'est la menace soviétique et le rôle des Etats-Unis : la menace soviétique a contribué à rassembler les peuples européens, à les unir, mais également à dissocier projet politique et intégration économique. Mais il fallait une communauté plus vaste que la communauté ouest-européenne sortie exsangue de la Deuxième guerre mondiale. Il fallait la communauté atlantique.

L'Europe était un enjeu pour les Américains, ce qu'elle a cessé d'être aujourd'hui.

Les Américains nous négligent. L'absence de Barack Obama au Sommet européen est au mieux une erreur tactique, peut-être une erreur stratégique quand on sait le soutien et la ferveur des Européens pendant sa cam-

pagne. On ne peut comprendre le rapprochement franco-allemand, si on ne voit pas que l'Allemagne trouvait chez les Américains une protection contre la France et que la France trouvait chez les Américains une garantie contre l'Allemagne.

Et la « perfide Albion » dans ce concert ?

Un autre grand moment de l'Union européenne est l'épisode britannique dont on peut dire qu'il a été bien géré par le couple franco-allemand, en premier lieu par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt puis par François Mitterrand et Helmut Kohl. Les Britanniques sont entrés dans la Communauté européenne avec l'idée de participer pleinement. Ils y sont restés simplement pour ne pas être en dehors. C'est d'ailleurs une motivation croissante de l'élargissement. Plus l'Union européenne s'élargit, plus les pays ont un intérêt à y entrer.

La Grande-Bretagne n'a jamais été jusqu'au bout de son opposition si bien qu'on peut dire qu'elle a été un formidable agent de développement de l'ensemble communautaire. Elle a, par son opposition, contribué à fédérer les Allemands et les Français et ne les a pas empêchés de faire ce qu'ils voulaient. L'astuce a été à ce moment là l'acte unique qui consistait à développer le marché intérieur, c'est-à-dire le libéralisme, tout en renforçant les institutions, mettant ainsi Margaret Thatcher dans la position de ne pouvoir ni accepter, ni refuser. Les oppositions étaient « folkloriques ». Finalement, Delors, Kohl et Mitterrand l'ont piégée sur l'union économique et monétaire dont elle ne voulait à aucun prix.

Les Français ne comprennent pas toujours l'Europe. A qui la faute ?

Le processus de construction de l'Union européenne n'est pas bien perçu par les Français qui ont tendance à opposer élargissement et approfondissement. En réalité,

on a eu un cercle vertueux entre extension des compétences, élargissement géographique et approfondissement institutionnel. C'est précisément ce qui s'est cassé à partir de Maastricht, et c'est de cette cassure dont nous ne nous remettons pas vraiment.

Maastricht : un décryptage malheureux ?

Que se passe-t-il à ce moment-là ? On peut distinguer plusieurs éléments nouveaux : d'abord la disparition de la menace nucléaire directe et rapide venant de l'Union soviétique, qui est remplacée par l'augmentation des risques, sanitaires, environnementaux et démographiques. Puis l'affaiblissement évident d'une volonté commune déterminée à laquelle se substitue un effondrement idéologique. Nous savons pourtant que nous sommes dans un monde dangereux. Les Chinois n'ont rien à faire de nous, ils menacent aujourd'hui l'Afrique, notamment en y achetant massivement des terres. Les Américains nous négligent. L'absence annoncée de Barack Obama au Sommet Europe/ Etats-Unis en mai prochain à Madrid est une erreur tactique et peut-être stratégique.



Alors, jusqu'où élargir l'Europe ?

L'Union européenne n'a pas de frontières imposées. On ne sait pas où s'arrêter. Si l'on fait entrer la Turquie - avec laquelle ont été ouvertes les négociations d'adhésion à la suite de la décision du Conseil des ministres européens le 17 décembre 2004 - il faudrait faire entrer également l'Algérie et la Tunisie. Le problème n'est pas que le christianisme soit né en Orient, mais de savoir comment s'est constituée la frontière entre l'Europe et le monde de la Méditerranée du Sud. Très clairement au moment de l'invasion arabe et de son relais turc. Etre européen, ce n'est pas être catholique ou non, c'est être les héritiers de l'aventure européenne, marquée par le siècle des Lumières, le progrès et le spirituel séparé du temporel.

L'Europe et la crise grecque : entre incantation et pragmatisme isolationniste ?

Depuis le début de la crise, Berlin refuse de payer pour Athènes. L'Allemagne a toutes les raisons de penser que son système est vertueux. Elle cultive sa solitude, mais ne doit pas oublier sa vulnérabilité démographique. Aujourd'hui s'exprime une réelle demande de solidarité. L'Europe ne pourra rester sourde à cette situation.

L'avenir dans la crise économique ?

Les difficultés économiques, la crise qui nous frappe depuis 2008 nous interroge. La mondialisation, nous sommes obligés de l'accepter. Elle est asymétrique. Mais la solution protectionniste serait absurde. La jeune génération est très sensible à l'inégalité massive. On ne pourra sortir de notre situation que par une attitude courageuse. Il faut dire qu'on n'a d'autre choix que d'aller vers plus

d'impôts. Mais pour obtenir un pacte fiscal et mobiliser les Français sur des valeurs d'effort, il faudra demander une plus forte contribution aux plus hauts revenus et revenir sur la loi TEPA.

Renoncer à Bayrou n'est pas renoncer au centrisme

Jean-Louis Bourlanges a appartenu à la famille politique centriste dont il pense qu'elle est très utile au débat, et que son affaiblissement est un problème pour la vie démocratique de notre pays. En 2008, il s'est séparé de François Bayrou dans une conjoncture déterminée. Il y a en effet chez lui un refus profond de la dimension populiste du bayrouisme. Il lui paraît tout à fait étranger à la famille politique dont il est originaire. Il n'avait pas envie de voter pour Madame Royal sans être particulièrement séduit par Nicolas Sarkozy. Cette absence de séduction ne semble pas s'être enrayée...

Changer dans la continuité, sans renoncer à ses valeurs.

C'est ce que je retiens de cette amicale soirée. Un homme touchant. Virtuose de la stratégie politique. Un homme qui mêle à un vécu « *in situ* » de la construction européenne, une analyse et une pratique exigeante de la politique française. Un homme que tout aurait pu décevoir. Abattre. Mais qui reste confiant, chaleureux, fidèle et... tellement sympathique. Merci Jean-Louis d'être venu nous confier ce témoignage de ton exceptionnel parcours. Et surtout, reviens nous voir quand tu le souhaiteras.

Hervé Lassalas
Président



Correction : Christine Buratto c.buratto@yahoo.fr
Mise en images et en pages : Lyse Sieb sieb.l@orange.fr



Prochains dîners de Carrefour Dauphine

Le 12 avril, réservé aux membres.

Le 10 mai où nous recevrons Madame la ministre **Anne-Marie Idrac**,
secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi,
chargée du Commerce extérieur.